

CÔTE D'IVOIRE

PDCI-RDA, Léopoldine Tiezan Coffie est décédée, le parti perd une femme de conviction

CONGO-BRAZZAVILLE

Coup d'État avorté, des officiers bientôt jugés

SOUDAN DU SUD

Insolite, Salva Kiir nomme un homme mort depuis cinq ans pour préparer les futures élections

EST DE LA RDC

L'aéroport de Kisangani ciblé par des drones, l'AFC/M23 revendique l'attaque et adresse un message politique à Kinshasa

ALGÉRIE

Tebboune inaugure une ligne ferroviaire de 1.000 km pour le transport de minerai de fer du Sahara

CÔTE D'IVOIRE

L'ancien capitaine des Éléphants, Yaya Touré au cœur d'une affaire privée explosive, les réseaux sociaux en feu

PDCI-RDA, LÉOPOLDINE TIEZAN COFFIE EST DÉCÉDÉE, LE PARTI PERD UNE FEMME DE CONVICTION

RESET

Programme Collectif de Perte de Poids

Perdez du poids durablement et changez vos habitudes!

- ✓ Atelier Pratique sur la Perte de Poids
- ✓ Consultation Nutritionnelle + Plan Alimentaire
- ✓ Suivi Quotidien & Pesées Hebdomadaires
- ✓ 2h de Sport par Semaine (Fitness, Marche...)



Programme Collectif en Groupe



Durée: 4 SEMAINES



Tarif: 50 000 FCFA



Objectif: Perte de poids & Nouvelles Habitudes

Inscrivez-vous dès maintenant !

Début de la prochaine cohorte :

SAMEDI 07 FÉVRIER 2025



+225 07 08 73 49 64

PLACES LIMITÉES !



Scannez pour plus d'infos

Infos & Inscriptions :  **+225 07 08 73 49 64**

Table des matières

04 EDITO

05 POLITIQUE

Plongez au cœur des dynamiques politiques du continent : entre alternances contestées, réformes institutionnelles et stratégies de pouvoir, un panorama lucide des enjeux du moment.

20 SOCIÉTÉ

Regards croisés sur les mutations sociales, culturelles et générationnelles d'une Afrique en mouvement — entre traditions, modernité et nouveaux récits.

Edito

Chaque numéro d'Hamaniè est une invitation à comprendre notre monde autrement. À prendre le temps de lire, de réfléchir, d'analyser — loin du vacarme et des réactions instantanées. Dans un contexte où l'information circule à une vitesse folle, Hamaniè choisit de ralentir pour mieux voir, mieux dire, mieux comprendre.

Notre ambition est simple : éclairer sans juger, informer sans distraire, relier sans diviser. À travers nos enquêtes, analyses et portraits, nous cherchons à donner sens à l'actualité, à valoriser les idées neuves, et à mettre en avant celles et ceux qui bâtissent l'Afrique d'aujourd'hui et de demain.

Ce numéro s'inscrit dans cette même exigence : celle de la rigueur, de la curiosité et du dialogue. Que vous soyez lecteur fidèle ou nouvel arrivant dans la communauté Hamaniè, nous espérons que ces pages nourriront votre réflexion autant qu'elles ont nourri notre passion à les concevoir.

Bienvenue dans Hamaniè — là où l'information reprend tout son sens.

Emmanuel MIAN

Dr Emmanuel MIAN
Fondateur & CEO
Mian Media





01 **CÔTE D'IVOIRE**
PDCI-RDA, Léopoldine Tiezan COFFIE est décédée, le parti perd une femme de conviction

03 **SOUDAN DU SUD**
Insolite, Salva Kiir nomme un homme mort depuis cinq ans pour préparer les futures élections

05 **LIBYE**
Seif al-Islam Kadhafi, fils de Mouammar Kadhafi, assassiné à domicile par un commando armé

02 **CONGO-BRAZZAVILLE**
Denis Sassou Nguesso, 82 ans, en lice pour un dernier mandat présidentiel

04 **EST DE LA RDC**
L'aéroport de Kisangani ciblée par des drones, l'AFC/M23 revendique l'attaque et adresse un message politique à Kinshasa

06 **GUINÉE**
Mamadi Doumbouya pose les premiers jalons de son septennat, le gouvernement partiellement remanié



PDCI-RDA, LÉOPOLDINE TIEZAN COFFIE EST DÉCÉDÉE, LE PARTI PERD UNE FEMME DE CONVICTION

Le Parti démocratique de Côte d'Ivoire – Rassemblement démocratique africain (PDCI-RDA) est en deuil.

Léopoldine Tiezan Coffie, figure engagée et militante reconnue au sein de la formation politique s'est éteinte, dans la nuit du jeudi à vendredi des suites d'une crise cardiaque.

La disparition de Léopoldine Tiezan Coffie constitue une perte significative pour le PDCI-RDA, tant son engagement politique et son attachement aux idéaux du parti ont marqué son parcours. Femme de conviction, elle s'est illustrée par son dévouement constant à la cause du parti et par sa proximité avec les militants à la base.

À travers ses actions, elle a contribué au renforcement des valeurs de dialogue, de solidarité et de démocratie prônées par le PDCI-RDA. Son sens de l'écoute, sa rigueur et son esprit de rassemblement ont fait d'elle une personnalité appréciée et respectée, aussi bien par ses camarades de parti que par ceux qui ont croisé son chemin.

Dans un message de condoléances, plusieurs responsables et militants du PDCI-RDA ont salué la mémoire d'une femme engagée, dont le parcours restera une source d'inspiration pour les générations actuelles et futures. Le parti perd ainsi une militante loyale, profondément attachée à la paix, à la cohésion sociale et au progrès politique de la Côte d'Ivoire.

En ces moments de douleur, le PDCI-RDA adresse ses sincères condoléances à la famille de la défunte, à ses proches ainsi qu'à l'ensemble des militants affectés par cette disparition. Que son âme repose en paix.



CONGO-BRAZZAVILLE : DENIS SASSOU NGUESSO, 82 ANS, EN LICE POUR UN NOUVEAU MANDAT PRÉSIDENTIEL

À 82 ans, Denis Sassou Nguesso a officialisé sa candidature à l'élection présidentielle congolaise prévue le 15 mars prochain. Au pouvoir depuis plus de quatre décennies, le chef de l'État brigue un nouveau mandat de cinq ans, présenté comme le dernier autorisé par la Constitution en vigueur.

Cette annonce intervient dans un contexte politique marqué par une opposition affaiblie, de fortes tensions sociales et des interrogations persistantes sur l'avenir démocratique du pays.

Une annonce attendue, sans véritable surprise

C'est à Ignyé, dans le sud du Congo-Brazzaville, que Denis Sassou Nguesso a levé le voile sur ses intentions. Jeudi 5 février, devant plusieurs milliers de personnes rassemblées à l'occasion de l'ouverture d'une foire agricole, le président a déclaré qu'il ferait « acte de candidature à l'élection présidentielle ». Une annonce officielle, mais largement anticipée. Dès la fin du mois de décembre, le Parti congolais du travail (PCT), formation politique au pouvoir, l'avait désigné comme son « candidat naturel » lors de son congrès, confirmant ainsi la continuité du régime.

Plus de quarante ans au sommet de l'État

Ancien militaire, Denis Sassou Nguesso a marqué durablement la vie politique congolaise. Il dirige le pays une première fois entre 1979 et 1992, à l'époque du parti unique. Après une transition démocratique interrompue par une guerre civile, il revient au pouvoir en 1997. Élu en 2002 puis réélu en 2009, il bénéficie en 2015 d'une révision constitutionnelle supprimant la limite d'âge de 70 ans et portant à trois le nombre de mandats présidentiels.



Cette réforme lui permet de se représenter en 2016 puis en 2021. S'il est réélu en 2026, le mandat à venir serait, selon la Constitution actuelle, le dernier possible.

Agriculture et jeunesse au cœur du discours

Pour lancer sa campagne, le président sortant a choisi de s'adresser en priorité au monde rural. Devant un public composé en grande partie d'agriculteurs, il a mis en avant les enjeux de souveraineté alimentaire et l'accompagnement de la jeunesse. Un discours qui fait écho aux fragilités structurelles du pays. Malgré un potentiel agricole estimé à près de dix millions d'hectares de terres arables, seulement 4 % sont exploités, principalement dans le cadre d'une agriculture vivrière peu productive. Cette situation contraint le Congo-Brazzaville à importer une large part de ses denrées alimentaires, exposant une population majoritairement jeune, plus de six millions d'habitants, aux fluctuations des prix mondiaux.

Une opposition fragmentée et sous pression

Sur le plan politique, le terrain semble largement balisé en faveur du pouvoir en place. Depuis 2002,

l'opposition conteste régulièrement les résultats des scrutins remportés par Denis Sassou Nguesso, dénonçant des processus électoraux biaisés. En avril 2023, plusieurs partis non représentés au Parlement ont tenté de s'unir au sein d'une Alliance pour l'alternance démocratique en 2026. Mais cette coalition peine à s'imposer face à un PCT solidement implanté dans les institutions.

La situation est d'autant plus tendue que deux figures emblématiques de l'opposition lors de la présidentielle de 2016, le général Jean-Marie Michel Mokoko et André Okombi Salissa, sont toujours incarcérées. Tous deux ont été condamnés à vingt ans de prison pour « atteinte à la sécurité intérieure ». De leur côté, ONG et organisations de la société civile dénoncent régulièrement des restrictions aux libertés publiques et des pressions exercées sur les opposants politiques.

Enquêtes judiciaires et scrutin sous haute surveillance

À ces tensions internes s'ajoutent des affaires judiciaires à l'international. Depuis 2007, la famille Sassou Nguesso est visée en France par une enquête sur les « biens mal acquis », portant sur l'origine de patrimoines immobiliers et mobiliers constitués sur le sol français.

Le calendrier électoral est désormais fixé. Le premier tour de la présidentielle se tiendra le 15 mars, tandis que les forces de l'ordre voteront quelques jours plus tôt afin d'assurer la sécurité du scrutin. La clôture du dépôt des candidatures est prévue pour le 12 février,

et la campagne électorale se déroulera du 28 février au 13 mars. Dans un contexte politique largement verrouillé, cette nouvelle échéance électorale apparaît comme un moment clé pour l'avenir démocratique du Congo-Brazzaville.

SOUDAN DU SUD : INSOLITE, SALVA KIIR NOMME UN HOMME MORT DEPUIS CINQ ANS POUR PRÉPARER LES FUTURES ÉLECTIONS



Au Soudan du Sud, la frontière entre l'absurde et le politique vient d'être franchie. À Juba, un décret officiel a récemment donné naissance à une situation aussi improbable que révélatrice : un homme décédé depuis cinq ans a été désigné membre d'un comité chargé de préparer les futures élections nationales. L'épisode, largement relayé sur les réseaux sociaux, a mis en lumière les fragilités institutionnelles d'un pays encore en quête de stabilité.

Le nom de Steward Sorobo, ancien cadre du Parti démocratique unifié (UDP), figure noir sur blanc dans un document gouvernemental. Problème : l'homme est mort depuis 2019. Sa nomination au sein d'un comité censé travailler à l'organisation du scrutin prévu en décembre 2026 n'a pas tardé à susciter l'ironie des internautes,

certaines suggérant avec sarcasme qu'il servirait désormais d'« intermédiaire entre les vivants et les morts ».

Face au tollé, les autorités ont rapidement parlé d'une erreur administrative. Mais l'incident n'est pas resté sans conséquences politiques. Le président Salva Kiir a décidé de se séparer de son attaché de presse ainsi que du plus haut responsable administratif du ministère des Affaires étrangères, cherchant visiblement à contenir une affaire devenue embarrassante jusque dans les cercles du pouvoir.

Au-delà du ridicule, l'affaire a pris une dimension plus grave pour la famille de Steward Sorobo. Dans une lettre adressée à la présidence et relayée par les médias locaux, les proches du défunt dénoncent un choc moral et une atteinte culturelle.

Ils estiment que mentionner officiellement une personne décédée sans l'accord de sa famille constitue, dans leurs traditions, une profanation symbolique. Selon eux, l'âme du disparu aurait été « dérangée », ce qui exige des réparations conformes aux usages culturels.

Cet épisode, aussi insolite soit-il, s'inscrit dans un contexte politique profondément instable. Le Soudan du Sud, devenu indépendant en 2011, n'a encore jamais organisé d'élections nationales. Une guerre civile meurtrière a ravagé le pays entre 2013 et 2018, avant qu'un accord de paix ne réunisse les anciens belligérants au sein d'un gouvernement d'unité fragile. Depuis, les échéances électorales n'ont cessé d'être repoussées.

Initialement prévues pour 2024, les élections ont été renvoyées à décembre 2026. Pourtant, de nombreux observateurs restent sceptiques quant à leur tenue effective, alors que le pays connaît une recrudescence de violences et peine à mettre en place des institutions crédibles.

La nomination posthume de Steward Sorobo apparaît ainsi moins comme une simple bourde que comme un symptôme : celui d'un État encore hanté par ses dysfonctionnements, où même les morts semblent appelés à participer à un processus démocratique toujours en suspens.



EST DE LA RDC : L'AÉROPORT DE KISANGANI CIBLÉE PAR DES DRONES, L'AFC/M23 REVENDIQUE L'ATTAQUE ET ADRESSE UN MESSAGE POLITIQUE À KINSHASA

L'attaque par drones ayant visé l'aéroport international de Bangoka, à Kisangani, marque un tournant symbolique dans le conflit opposant le gouvernement congolais aux rebelles de l'Alliance Fleuve Congo/Mouvement du 23 mars (AFC/M23). Le groupe armé a officiellement revendiqué cette opération, survenue les samedi 31 janvier et dimanche 1er février, après que les autorités provinciales de la Tshopo l'avaient accusé d'en être l'auteur.

Dans un communiqué publié dans la nuit du mardi 3 au mercredi 4 février 2026, l'AFC/M23 affirme que l'objectif de cette attaque était précis : détruire un centre de commandement de drones militaires installé à l'aéroport de Kisangani. Selon le mouvement rebelle, ce dispositif aurait servi à planifier des opérations militaires visant à la fois des populations civiles et ses positions dans plusieurs territoires de l'est du pays, notamment à Masisi, Walikale, Rutshuru, Lubero, Kalehe, Mwenga et Minembwe.

Kisangani, située à environ 500 kilomètres à vol d'oiseau de Goma, ville sous contrôle rebelle depuis plus d'un an, apparaît ainsi comme une nouvelle zone touchée par les répercussions directes du conflit. Bien que les autorités congolaises aient assuré que l'attaque avait été maîtrisée par les forces armées et leurs partenaires, l'utilisation de drones kamikazes contre une infrastructure stratégique traduit une évolution des méthodes de combat.

Au-delà de l'aspect militaire, l'AFC/M23 présente cette opération comme un signal politique. Sur son compte X, son coordonnateur Corneille Nanga a qualifié l'attaque d'« avertissement » adressé aux autorités congolaises, évoquant une « ligne rouge » à ne pas franchir. Le mouvement rebelle dénonce le recours aux drones et aux mercenaires, estimant que ces pratiques ne sont ni l'apanage ni le monopole de la RDC.

Cette escalade intervient dans un contexte diplomatique sensible. Quelques jours plus tôt, Kinshasa et l'AFC/M23 ont signé à Doha les termes de référence confiant à la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) la mission de surveillance et de vérification du cessez-le-feu.

L'attaque de Kisangani soulève ainsi des interrogations sur la solidité de ce processus et sur l'avenir des engagements pris par les deux camps.

De leur côté, les autorités de la province de la Tshopo ont réaffirmé leurs accusations contre l'AFC/M23, qu'elles disent soutenu par le Rwanda, tout en appelant la population au calme. Aucun bilan humain ou matériel détaillé n'a été communiqué à ce stade.

LIBYE : SEIF AL-ISLAM KADHAFI, FILS DE MOUAMMAR KADHAFI, ASSASSINÉ À DOMICILE PAR UN COMMANDO ARMÉ

La disparition brutale de Seif al-Islam Kadhafi marque un tournant potentiellement décisif dans une Libye déjà minée par les divisions. Le fils de l'ancien dirigeant libyen a été tué mardi 3 février à Zenten, dans l'ouest du pays, lors d'une attaque ciblée menée par un groupe armé non identifié. Les circonstances de sa mort, soigneusement préparées, soulignent la fragilité persistante du paysage sécuritaire libyen.

Une opération préparée avec précision

Selon les informations communiquées par son avocat français, Me Marcel Ceccaldi, Seif al-Islam Kadhafi a été abattu à son domicile par un commando composé de quatre hommes. Les assaillants auraient neutralisé les dispositifs de surveillance avant de pénétrer dans la résidence et d'exécuter leur cible. Ces éléments, confirmés par son conseiller Abdullah Othman Abdurrahim sur la chaîne Libya al-Ahrar, laissent peu de place au doute quant au caractère prémédité de l'attaque. À ce stade, ni l'identité des auteurs ni leurs motivations n'ont été établies.

Des alertes sécuritaires restées sans suite

Cette mort survient dans un contexte de menaces sécuritaires connues mais non prises en compte. Me Ceccaldi a indiqué avoir été informé, une dizaine de jours avant l'assassinat, de risques croissants pesant sur la sécurité de son client. Le chef de la tribu Kadhafi avait même proposé de renforcer sa protection. Une offre que Seif al-Islam aurait déclinée, sans que les raisons de ce refus ne soient précisées.

Un héritier devenu paria puis candidat



Longtemps considéré comme l'héritier politique de Mouammar Kadhafi, Seif al-Islam avait tenté d'incarner une figure réformatrice au sein du régime avant 2011. Cette image s'est effondrée lors du soulèvement populaire, lorsqu'il avait publiquement menacé les opposants d'une répression sanglante. Arrêté la même année, il fut détenu à Zenten, puis condamné à mort en 2015 au terme d'un procès vivement critiqué par la communauté internationale, avant de bénéficier d'une amnistie.

Sa réapparition sur la scène politique en 2021, avec le dépôt surprise de sa candidature à l'élection présidentielle, avait ravivé les tensions. Soutenu par les nostalgiques de l'ancien régime, il incarnait à la fois une alternative pour certains et un obstacle majeur pour d'autres. Le scrutin, finalement avorté, n'a jamais permis de mesurer son véritable poids électoral.

Une mort aux conséquences politiques incertaines

Pour l'analyste libyen Emad Badi, l'assassinat de Seif al-Islam Kadhafi pourrait profondément reconfigurer les équilibres politiques.

Sa disparition est susceptible de le transformer en figure martyre pour une frange importante de la population, tout en levant un verrou dans le processus électoral libyen. Une double dynamique qui pourrait accentuer à la fois la mobilisation de ses partisans et les rivalités existantes.

Les réactions du camp de l'ancien régime ont été immédiates. Moussa Ibrahim, ancien porte-parole de Mouammar Kadhafi, a dénoncé un acte « perfide », affirmant que Seif al-Islam aspirait à une Libye unifiée et souveraine. Pour ses proches, cet assassinat symbolise l'élimination d'un espoir politique.

Une instabilité chronique toujours à l'œuvre

Quinze ans après la chute du régime Kadhafi, la Libye demeure profondément fragmentée entre deux pouvoirs concurrents : le gouvernement d'unité nationale basé à Tripoli et reconnu par l'ONU, et l'autorité parallèle de Benghazi, dominée par le maréchal Khalifa Haftar. Dans ce contexte de rivalités politiques, militaires et tribales, l'assassinat de Seif al-Islam Kadhafi risque de raviver les tensions et d'ouvrir une nouvelle phase d'incertitude pour un pays en quête de stabilité.

GUINÉE : MAMADI DOUMBOUYA POSE LES PREMIERS JALONS DE SON SEPTENNAT, LE GOUVERNEMENT PARTIELLEMENT REMANIÉ

Quelques jours après la clôture officielle de la transition militaire, le président guinéen Mamadi Doumbouya a posé les premiers jalons de son mandat de sept ans en procédant à une nomination partielle de son gouvernement. Le décret présidentiel, lu lundi 2 février à la télévision nationale, consacre une recomposition ciblée de l'exécutif, avec un accent particulier mis sur des ministères régaliens clés.

Sur les 27 ministères annoncés dans la nouvelle architecture gouvernementale, 18 ont d'ores et déjà été pourvus, auxquels s'ajoutent deux secrétaires généraux. Cette approche graduelle laisse entrevoir une volonté de garder une marge de manœuvre politique dans la formation complète de l'équipe gouvernementale.

La Primature, symbole de stabilité politique

En amont de ces nominations, le chef de l'État avait confirmé Amadou Oury Bah au poste de Premier ministre, le 27 janvier. Déjà en fonction depuis février 2024, ce dernier apparaît comme un pilier de stabilité dans un paysage politique encore marqué par les séquelles de la transition. Sa reconduction traduit une préférence assumée pour la continuité, dans un contexte où la légitimité institutionnelle du pouvoir reste scrutée par l'opinion publique et les partenaires internationaux.



La Justice confiée à une figure du dossier du 28 septembre 2009

La nomination d'Ibrahima Sory Tounkara au ministère de la Justice constitue l'un des signaux politiques les plus forts de ce remaniement. Magistrat chevronné, il s'est imposé sur la scène nationale en présidant le tribunal chargé du procès du massacre du 28 septembre 2009, un dossier emblématique de la lutte contre l'impunité en Guinée.

Ce procès historique, tenu entre 2024 et 2025, portait sur les violences meurtrières commises lors d'un rassemblement de l'opposition à Conakry, ayant fait au moins 156 morts, des centaines de blessés et plus d'une centaine de victimes de violences sexuelles. La condamnation de l'ancien dirigeant militaire Moussa Dadis Camara à 20 ans de prison pour crimes contre l'humanité avait alors été saluée comme une avancée judiciaire majeure.

Sécurité et Finances : des portefeuilles sous haute surveillance

Les changements opérés aux ministères de la Sécurité et des Finances confirment l'importance stratégique accordée à ces secteurs. Ils sont au cœur des préoccupations liées à la stabilité interne, à la réforme de l'appareil sécuritaire et au redressement économique du pays, dans un environnement marqué par des attentes élevées de la population et de la communauté internationale.

Un pouvoir consolidé, des attentes persistantes

Élu lors de la présidentielle du 28 décembre, Mamadi Doumbouya entame ainsi son premier mandat présidentiel après avoir accédé au pouvoir par un coup d'État en septembre 2021. Si la transition militaire est désormais officiellement close, le maintien de l'ancien chef de la junte à la tête de l'État continue de nourrir le débat sur l'avenir démocratique de la Guinée.

La formation progressive de ce gouvernement apparaît donc comme un exercice d'équilibre : consolider l'autorité de l'État, rassurer les partenaires extérieurs et répondre, au moins partiellement, aux aspirations démocratiques d'une société guinéenne en quête de réformes durables.





01 ALGÉRIE

Tebboune inaugure une ligne ferroviaire de 1.000 km pour le transport de minerai de fer du Sahara

Algérie : Tebboune inaugure une ligne ferroviaire de 1.000 km pour le transport de minerai de fer du Sahara



Après plus de soixante-dix ans d'attente, le fer du Sahara algérien a enfin trouvé sa voie. Dimanche 1er février 2026, l'Algérie a franchi un cap majeur avec la mise en service d'une ligne ferroviaire de près de 1.000 kilomètres reliant le gisement de Gara Djebilet, dans l'extrême sud-ouest du pays, aux grands centres industriels du nord. Une infrastructure hors normes, pensée pour transformer un potentiel longtemps inexploité en levier stratégique pour l'économie nationale.

Depuis la gare de Béchar, Abdelmadjid Tebboune a donné le coup d'envoi officiel de cette « ligne minière ouest », saluant une réalisation qu'il a qualifiée d'historique. Le symbole est fort : pour la première fois, le minerai de fer de Gara Djebilet, enfoui sous le désert depuis sa découverte en 1952,

est appelé à alimenter directement le complexe sidérurgique d'Oran et, au-delà, toute la chaîne industrielle du pays.

Une colonne vertébrale ferroviaire au cœur du Sahara

Conçue avant tout pour le transport minier lourd, la ligne supporte des charges de 32,5 tonnes par essieu. Vingt-quatre trains minéraliers y circuleront quotidiennement, complétés par des convois de marchandises et de voyageurs pouvant atteindre 160 km/h. Le tracé traverse certaines des zones les plus arides du territoire, mobilisant des moyens techniques exceptionnels : 75 millions de mètres cubes de terrassement, 45 ponts ferroviaires et des ouvrages d'art parmi les plus longs d'Afrique, dont le viaduc de l'oued Daoura.

Le chantier, mené en seulement vingt mois, a mobilisé près de 15.000 travailleurs et des milliers d'engins. L'État algérien en a assuré le financement,

s'appuyant sur un partenariat avec le groupe chinois CRCC et des entreprises nationales, dans une combinaison de capitaux, de savoir-faire et de pilotage public.

Gara Djebilet, pilier d'une nouvelle stratégie économique

Au-delà de la prouesse technique, c'est l'impact économique qui donne toute sa portée au projet. Les réserves du gisement sont estimées à 3,5 milliards de tonnes, faisant de Gara Djebilet l'un des plus grands gisements de fer au monde. La production débutera à 4 millions de tonnes par an, avant de monter progressivement à 12 millions d'ici 2030, puis à 50 millions à terme.

Cette montée en puissance doit permettre à l'Algérie de réduire drastiquement ses importations de minerai de fer, générant une économie annuelle estimée à 1,2 milliard de dollars. Elle s'inscrit surtout dans une volonté affirmée de diversification économique, dans un pays où les hydrocarbures ont représenté près de la moitié des recettes publiques entre 2019 et 2023.

L'exploitation du site devrait par ailleurs créer entre 15.000 et 20.000 emplois directs et indirects, dynamisant des régions longtemps marginalisées et renforçant l'intégration économique du sud-ouest algérien.

La fin d'un long blocage historique

Si Gara Djebilet est longtemps resté à l'état de promesse, ce n'est pas faute d'ambition politique. Dès les années 1970, le projet est identifié comme stratégique,

mais se heurte à deux obstacles majeurs : l'absence d'infrastructures de transport et la forte teneur en phosphore du minerai, incompatible avec les technologies sidérurgiques de l'époque. La chute des prix du pétrole dans les années 1980 finira par reléguer le projet aux archives.

Les avancées récentes en métallurgie ont rebattu les cartes. Les procédés de déphosphoration permettent aujourd'hui d'abaisser le taux de phosphore à 0,03 %, rendant le minerai compétitif sur les marchés internationaux. C'est cette évolution technologique, combinée à un choix

politique assumé, qui a permis de relancer un dossier resté en sommeil pendant sept décennies.

Un signal politique et industriel

En inaugurant la ligne ferroviaire et en accueillant symboliquement les premiers trains, Abdelmadjid Tebboune a voulu marquer une rupture : celle d'un pays décidé à transformer ses ressources naturelles sur son propre sol. Pour de nombreux observateurs, ce projet dépasse le simple cadre du transport ou de la mine. Il incarne une ambition plus large de souveraineté industrielle et de rééquilibrage territorial.

Longtemps perçu comme un « rêve lointain », Gara Djebilet devient ainsi l'un des marqueurs les plus visibles d'une Algérie qui cherche à s'affranchir de sa dépendance aux hydrocarbures et à inscrire son développement dans le temps long, rail après rail, à travers le désert.





En savoir plus : infos@athari-as.com
+2250759956898 / infos@athari-as.com
Cote d'Ivoire, Abidjan, Cocody, Angré Nouveau CHU



01 CÔTE D'IVOIRE

L'ancien capitaine des Éléphants, Yaya Touré au cœur d'une affaire privée explosive, les réseaux sociaux en feu

02 RDC

Glissement de terrain meurtrier dans une mine de coltan, au moins 200 morts évoqués

03 MALI

Un convoi de carburant pris au piège, au moins 15 chauffeurs exécutés

04 NIGER

Bras de fer sur l'uranium, les autorités attaquent le groupe français Orano en justice

05 NIGERIA-USA

Face à la menace jihadiste, Washington envoie une équipe militaire en soutien à Abuja

06 SOUDAN

À l'ouest du pays, la faim avance plus vite que l'aide, l'ONU lance l'alerte

Côte d'Ivoire : L'ancien capitaine des Éléphants, Yaya Touré au cœur d'une affaire privée explosive, les réseaux sociaux en feu

Le nom de Yaya Touré évoque, pour des millions d'Ivoiriens, des souvenirs de gloire, de victoire et de fierté nationale. Ancien capitaine des Éléphants, quadruple Ballon d'Or africain, le milieu de terrain a longtemps incarné l'excellence sportive du pays sur la scène internationale. Mais depuis quelques jours, ce symbole du football ivoirien se retrouve associé à une polémique d'un tout autre registre, née loin des stades et amplifiée par les réseaux sociaux.

À l'origine de cette affaire : Anicette Konan, journaliste et présentatrice de Journal télévisé sur RTI 2, qui a choisi de rendre publique une action judiciaire engagée contre l'ancien international. Dans une correspondance adressée au procureur de la République, dont plusieurs extraits ont largement circulé en ligne,

elle affirme avoir entretenu une relation intime avec Yaya Touré pendant environ un an, de mai 2024 à mai 2025. Selon ses déclarations, cette relation aurait été fondée sur une promesse de mariage religieux. La journaliste, également chanteuse chrétienne, affirme être tombée enceinte au cours de cette période et évoque des pressions exercées pour l'amener à interrompre cette grossesse. Elle décrit également des échanges et des comportements qu'elle considère comme humiliants, allant jusqu'à parler de menaces et de propos injurieux. Pour appuyer ses accusations, Anicette Konan indique avoir transmis à la justice divers éléments matériels, notamment des enregistrements audio, des captures de messages, des vidéos et des photos. Une partie de ces contenus a également été diffusée sur les plateformes numériques, contribuant à l'embrasement du débat public.

De son côté, Yaya Touré n'a, jusqu'à présent, formulé aucune réaction officielle. Ce silence, interprété de diverses manières par l'opinion,

nourrit les spéculations et divise les internautes entre soutien, indignation et appel à la prudence. La plaignante, quant à elle, réclame des excuses publiques ainsi qu'une réparation financière pour le préjudice moral qu'elle estime avoir subi.

Il est toutefois essentiel de rappeler qu'aucune décision judiciaire n'a encore été rendue. Les faits rapportés restent, à ce stade, des allégations qui devront être examinées par les autorités compétentes. L'authenticité et la valeur probante des éléments évoqués n'ont pas été officiellement confirmées.

Au-delà des protagonistes, cette affaire relance un débat sensible en Côte d'Ivoire : celui de la frontière entre vie privée et responsabilité publique, mais aussi du rôle des réseaux sociaux dans la mise en scène et le jugement d'affaires encore pendantes devant la justice. Dans l'attente d'éventuelles suites judiciaires, l'opinion reste suspendue à une affaire qui touche autant à l'intime qu'à l'image de figures emblématiques du pays.



RDC: Glissement de terrain meurtrier dans une mine de coltan, au moins 200 morts évoqués

Dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), la terre a encore englouti des hommes. À Rubaya, grande cité minière du Nord-Kivu, un glissement de terrain d'une ampleur exceptionnelle a frappé cette semaine un site d'extraction de coltan, laissant craindre un bilan humain effroyable. À Kinshasa, les autorités parlent désormais d'au moins 200 morts, sans pouvoir confirmer ce chiffre tant la zone est isolée et hors de tout contrôle étatique.

Les faits se sont produits au cœur du périmètre minier de Luwowo, à environ 70 kilomètres de Goma. Après plusieurs jours de pluies intenses, une colline fragilisée s'est brusquement affaissée mercredi après-midi, ensevelissant des mineurs artisanaux au travail. Un second éboulement est survenu le lendemain matin, piégeant davantage de personnes sous des tonnes de boue et de roches. Sur place, les témoins évoquent un chaos total, des cris étouffés et des corps extraits à mains nues.

Une mine au cœur de l'économie mondiale... et de la tragédie

Rubaya n'est pas un site minier comme les autres. Il s'agit de l'un des principaux centres mondiaux de production de coltan, minerai indispensable à la fabrication des téléphones portables, ordinateurs et équipements électroniques. À lui seul, le site fournirait jusqu'à 30 % de l'offre mondiale, dans un pays qui concentre près de 60 % des réserves connues.

Mais cette richesse repose sur une main-d'œuvre invisible et vulnérable. Des milliers de mineurs artisanaux y travaillent chaque jour dans des conditions extrêmes : pas de casques, pas de soutènements, pas de contrôle géologique. Les flancs de collines sont creusés de galeries instables, particulièrement dangereuses en saison des pluies. À Rubaya, le risque fait partie du quotidien — jusqu'au jour où il devient fatal.

Une zone sous domination armée, coupée du monde

Depuis avril 2024, Rubaya est passée sous le contrôle du groupe armé M23.

Le mouvement, que les Nations unies disent soutenu par le Rwanda, y a instauré sa propre administration : permis d'exploitation, taxation des creuseurs, contrôle des flux commerciaux. Les autorités congolaises, tout comme les organisations humanitaires et la société civile, ont fui la zone.

Le gouverneur du Nord-Kivu désigné par le M23, Eraston Bahati Musanga, a lui-même reconnu un bilan provisoire d'au moins 200 morts après une visite sur les lieux. Mais aucun décompte fiable n'est possible. Le réseau téléphonique est coupé, les routes sont difficiles d'accès et l'information circule uniquement par des motards reliant les villages voisins.

Des secours dérisoires face à l'ampleur du drame

Les blessés sont acheminés vers des centres de santé locaux, souvent dépourvus de matériel et de personnel qualifié. Les secours se font sans engins lourds, sans équipes spécialisées, dans une zone où l'État congolais n'a plus de présence opérationnelle. Une source humanitaire parle d'informations « fragmentaires », transmises au compte-goutte,



alors que de nombreuses victimes resteraient encore ensevelies.

À l'étranger, les réactions commencent timidement. L'ambassade de Belgique à Kinshasa a exprimé sa solidarité, tandis que les appels se multiplient pour une mobilisation internationale face à ce drame largement ignoré.

Kinshasa accuse et interpelle la communauté internationale

Pour le gouvernement congolais, la catastrophe de Rubaya n'est pas un accident isolé. Dans un communiqué, Kinshasa dénonce les conséquences directes d'une « occupation armée » et d'un « système organisé de pillage » des ressources minières. Le site avait pourtant été classé « zone rouge » en février 2025, interdisant toute exploitation légale.

Malgré cela, entre 112 et 125 tonnes de coltan continueraient d'être extraites chaque mois, selon les autorités, avant d'être acheminées vers le Rwanda.

Un trafic qui mettrait en lumière, selon Kinshasa, l'échec des mécanismes internationaux de traçabilité censés empêcher la commercialisation de minerais issus de zones de conflit.

À Rubaya, sous la boue encore fraîche, ce sont non seulement des corps que l'on retrouve, mais aussi les failles béantes d'un système mondial où la technologie de pointe repose sur la misère, l'instabilité et le silence.

Mali : Un convoi de carburant pris au piège, au moins 15 chauffeurs exécutés

La route semblait ordinaire. Une de ces longues artères poussiéreuses de l'ouest malien, où les camions avancent en file indienne, chargés de carburant indispensable à la survie économique du pays. Puis tout a basculé.

Jeudi dernier, un convoi de camions-citernes a été stoppé net par des hommes armés. En quelques minutes, le transport s'est transformé en piège mortel. Les chauffeurs, civils sans protection, ont été extraits de leurs véhicules. Selon des sources locales et sécuritaires, au moins quinze d'entre eux ont été exécutés à bout portant. Les yeux bandés. Sans sommation.

Les assaillants, identifiés comme des combattants du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), affilié à Al-Qaïda, ont ensuite méthodiquement incendié ou détruit des dizaines de camions.

Les assaillants, identifiés comme des combattants du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), affilié à Al-Qaïda, ont ensuite méthodiquement incendié ou détruit des dizaines de camions.

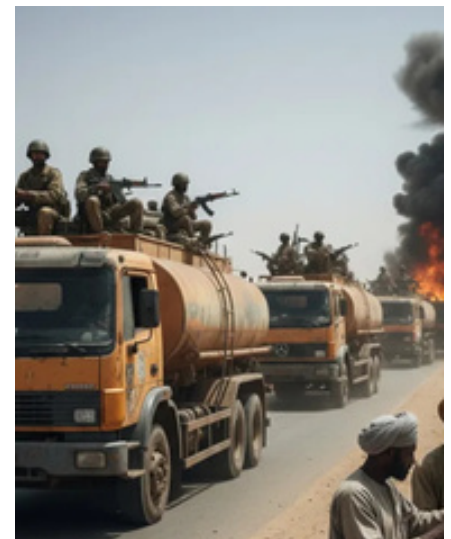
Le carburant, ressource vitale, est parti en fumée au milieu du désert, laissant derrière lui des carcasses calcinées et des corps sans vie.

Cette attaque ne relève pas du hasard. Dans un Mali sous tension permanente, les convois logistiques sont devenus des cibles de choix. Toucher le carburant, c'est frapper l'économie, ralentir les déplacements, désorganiser l'État et rappeler, par la terreur, qui contrôle réellement certaines portions du territoire.

Après plusieurs semaines de relative accalmie, cette opération marque un retour brutal des offensives jihadistes. Elle s'inscrit dans une stratégie bien connue : multiplier les coups spectaculaires pour démontrer une capacité de nuisance intacte, malgré les opérations militaires en cours.

Depuis plus de dix ans, le Mali vit au rythme de cette guerre diffuse. D'abord cantonnée au nord, puis au centre, l'insécurité s'étend désormais vers l'ouest. Les axes routiers, censés relier les villes et ravitailler les populations, sont devenus des zones à haut risque. Ceux qui y travaillent, chauffeurs, transporteurs, convoyeurs, paient souvent le prix le plus lourd.

Le bilan de cette attaque pourrait encore s'alourdir. Mais une certitude demeure : sur ces routes, chaque convoi est désormais un pari, et chaque trajet, une traversée sous menace.



Niger : Bras de fer sur l'uranium, les autorités attaquent le groupe français Orano en justice

Le contentieux opposant le Niger au groupe français Orano a franchi un nouveau seuil. En annonçant l'ouverture de poursuites judiciaires contre l'exploitant historique de l'uranium nigérien, les autorités de Niamey ne se contentent plus de contester un contrat : elles remettent en cause un demi-siècle de relations minières, politiques et postcoloniales.

Une offensive judiciaire à double portée

La décision de la junte nigérienne d'engager des procédures contre Orano, tant devant les juridictions nationales qu'internationales, marque une inversion du rapport de force. Jusqu'ici, le groupe français avait pris l'initiative judiciaire, contestant la nationalisation de sa filiale Somaïr. Désormais, l'État nigérien se place en position d'accusateur, revendiquant réparation pour des dommages qu'il estime massifs, notamment sur le plan environnemental.

Pour Niamey, l'enjeu dépasse la simple compensation financière. Il s'agit de faire reconnaître une responsabilité historique dans les conséquences sanitaires et écologiques de l'exploitation de l'uranium, pilier de l'économie nigérienne mais source persistante de controverses.

L'argument environnemental comme levier politique

Les accusations portées par le ministère de la Justice sont lourdes : pollution durable des sols, gestion défaillante de déchets radioactifs, exposition prolongée des populations locales. La découverte annoncée de centaines de tonnes de carotte radioactive vient nourrir un discours qui assimile l'exploitation passée à un « désastre écologique », voire à des crimes de grande ampleur.

En mettant en avant la question environnementale, les autorités nigériennes s'inscrivent dans une stratégie désormais classique des États producteurs cherchant à renégocier ou rompre des partenariats jugés déséquilibrés. La justice devient alors un instrument de souveraineté autant qu'un outil de réparation.

La Somaïr, symbole d'une rupture assumée

La nationalisation de la Somaïr, décidée en juin, constitue le point de bascule du conflit. Cette société, cœur historique de l'extraction d'uranium à Arlit, incarnait jusqu'ici un modèle de coopération franco-nigérienne dans lequel Orano restait l'actionnaire majoritaire.

En reprenant le contrôle total de l'entreprise et en annonçant sa volonté de vendre directement l'uranium sur le marché mondial, la junte affirme une rupture nette avec l'ordre économique antérieur.

Cette décision a toutefois un coût : contentieux internationaux, gel de cargaisons stratégiques et incertitude sur la capacité du Niger à écouler seul sa production dans un marché hautement régulé.

Orano en défense, l'uranium en otage

De son côté, Orano campe sur une ligne juridique offensive. Le groupe dénonce une expropriation illégale et affirme avoir déjà obtenu des décisions favorables. Le blocage à Niamey d'un stock de Yellow Cake estimé à 300 millions d'euros cristallise les tensions. Au-delà de sa valeur marchande, cette cargaison est devenue un symbole : celui d'un bras de fer où le minerai stratégique sert autant de levier économique que de message politique.

La situation est d'autant plus sensible que le stock est immobilisé dans un contexte sécuritaire dégradé, marqué par une attaque jihadiste inédite dans la capitale nigérienne.



Un conflit aux résonances internationales

Ce dossier dépasse largement le cadre d'un différend commercial. Il s'inscrit dans la redéfinition accélérée des alliances du Niger depuis le coup d'État de 2023 et dans un contexte mondial de forte compétition autour de l'uranium, ressource clé pour la production d'énergie nucléaire.

À terme, l'issue de ce contentieux pourrait influencer non seulement l'économie nigérienne, mais aussi les équilibres d'approvisionnement du marché nucléaire international. Entre revendication de souveraineté, héritage colonial et impératifs énergétiques mondiaux, le conflit entre Niamey et Orano s'impose désormais comme un dossier stratégique majeur.



Nigeria-USA : Face à la menace jihadiste, Washington envoie une équipe militaire en soutien à Abuja



Les États-Unis resserrent leur coopération militaire avec le Nigeria dans un contexte de recrudescence des violences jihadistes. Début février, Washington a confirmé l'envoi d'une équipe restreinte de militaires américains sur le sol nigérian, marquant une nouvelle étape dans l'implication sécuritaire américaine en Afrique de l'Ouest.

Cette présence, qualifiée de « limitée » par le Commandement des États-Unis pour l'Afrique (Africom), vise avant tout à appuyer les forces nigérianes par un partage d'expertise et de capacités spécialisées.

Une montée en puissance progressive de la coopération

S'exprimant lors d'un point presse en ligne, le chef de l'Africom, le général Dagvin R. M. Anderson, a insisté sur le caractère coopératif de la mission, sans fournir de détails sur le nombre de soldats déployés ni sur l'étendue exacte de leurs attributions.

Ce déploiement s'inscrit dans une dynamique plus large de rapprochement sécuritaire entre Abuja et Washington. Depuis plusieurs semaines, les deux pays ont intensifié leurs échanges, notamment en matière de renseignement et de soutien logistique, alors que les groupes armés affiliés à l'État islamique gagnent en visibilité dans certaines régions du pays.

Les autorités américaines estiment que les forces nigérianes font face à des défis structurels persistants, malgré des années d'opérations militaires contre les groupes jihadistes. L'équipe américaine aurait ainsi pour mission de renforcer les capacités locales, sans implication directe annoncée dans des combats.

Des frappes ciblées en toile de fond

La décision américaine intervient quelques semaines après des frappes aériennes menées par les États-Unis, le 25 décembre contre des positions de l'État islamique dans l'État de Sokoto, au nord-ouest du Nigeria. Ces opérations, menées en coordination avec les autorités nigérianes,

traduisent une approche plus proactive de Washington dans la lutte contre l'expansion des groupes jihadistes en Afrique de l'Ouest.

Fin janvier, l'Africom avait déjà signalé une augmentation des livraisons d'équipements militaires et du partage de renseignements, dans le cadre d'une stratégie visant à contenir l'influence de l'État islamique et de ses affiliés régionaux.

Une insécurité persistante et multiforme

Le Nigeria demeure confronté à une menace jihadiste durable, particulièrement dans le nord-est du pays, où Boko Haram et sa branche dissidente, l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP),

mènent une insurrection depuis plus de quinze ans. Malgré les opérations de l'armée nigériane, les groupes continuent de frapper aussi bien les forces de sécurité que les populations civiles, provoquant des déplacements massifs et une crise humanitaire prolongée.

Un équilibre social fragile

Au-delà de l'enjeu sécuritaire, la situation s'inscrit dans un contexte social et identitaire sensible. Le Nigeria, pays le plus peuplé du continent africain, est traversé par des lignes de fracture religieuses et ethniques anciennes. Si les violences ne visent pas exclusivement une communauté, leur instrumentalisation politique et religieuse reste un facteur de tension.

Les accusations de persécutions ciblées contre les chrétiens, relayées par certains responsables américains, ont été réfutées par le gouvernement nigérien et de nombreux analystes, qui rappellent que les attaques jihadistes frappent indistinctement musulmans et chrétiens.

Dans ce paysage complexe, le renforcement de l'appui américain apparaît comme un pari sur la coopération à long terme, dans un pays clé pour la stabilité de l'Afrique de l'Ouest.



Soudan : À l'ouest du pays, la faim avance plus vite que l'aide, l'ONU lance l'alerte justice



Dans l'ouest du Soudan, la faim ne se contente plus de menacer : elle progresse. Selon des experts mandatés par l'ONU, le risque de famine s'intensifie et gagne de nouvelles zones du Darfour, où l'arrivée massive de populations déplacées fait vaciller des équilibres déjà extrêmement fragiles.

La chute d'El-Facher, capitale stratégique du Darfour-Nord, a agi comme un accélérateur de la crise. Depuis la prise de la ville par les Forces de soutien rapide (FSR) fin octobre, des dizaines de milliers de civils ont fui les combats pour se réfugier dans des régions frontalières du Tchad, où les ressources sont rares et les services de base quasi inexistantes.

Des indicateurs nutritionnels alarmants

Les dernières évaluations du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) dressent un constat inquiétant.

Dans les localités d'Oum Barou et de Kernoï, les seuils internationaux de malnutrition aiguë ont été dépassés. À Oum Barou, près d'un enfant sur cinq âgé de six mois à cinq ans souffre de malnutrition aiguë sévère. À Kernoï, la situation est à peine moins critique, avec un taux de 7,8 %, jugé tout aussi alarmant par les spécialistes.

Ces chiffres placent les deux zones au bord d'une situation de famine, un seuil qui, une fois franchi, signifie une mortalité élevée et une urgence humanitaire extrême.

Des déplacements massifs et violents

Derrière ces statistiques se cache une réalité humaine brutale. L'offensive des FSR sur El-Facher s'est accompagnée d'exactions et de violences sexuelles, forçant plus de 127.000 personnes à prendre la route de l'exil en quelques semaines, selon les Nations unies. Beaucoup arrivent épuisées, sans ressources, dans des communautés incapables d'absorber un tel afflux.

« Les capacités des communautés locales sont dépassées », avertissent les experts de l'IPC. L'accès à la nourriture, à l'eau potable et aux soins de santé, déjà limité avant ces déplacements, est désormais gravement compromis.

Une crise humanitaire sans précédent

Le Soudan s'enfonce dans la guerre depuis avril 2023, date du déclenchement du conflit entre l'armée régulière et les paramilitaires des FSR. En près de trois ans, les combats ont fait des dizaines de milliers de morts et provoqué le déplacement d'environ 11 millions de personnes. Pour l'ONU, il s'agit aujourd'hui de « la pire crise humanitaire au monde ».

La situation alimentaire reflète l'ampleur du désastre : plus de 21 millions de Soudanais souffrent d'insécurité alimentaire aiguë, et près des deux tiers de la population dépendent désormais d'une aide humanitaire vitale.

L'aide au bord de la rupture

Mais cette aide elle-même est menacée. Les Nations unies alertent sur un risque imminent d'épuisement des stocks alimentaires dès la fin du mois de mars, en raison du manque de financements et des difficultés d'accès aux zones touchées par les combats. Sans un sursaut rapide de la communauté internationale, la famine pourrait s'étendre à grande échelle dans les semaines à venir.

Dans l'ouest du Soudan, le temps joue contre les civils. Et chaque jour sans aide rapproche un peu plus certaines régions d'un point de non-retour.

Contactez-nous aujourd'hui

Mian Media

✉ infos@mianmedia.com | ☎ (+225) 27 22 52 15 43 | ☎ (+225) 07 14 13 25 74

- Web TV & Production audiovisuelle
- Podcast & Studio multimédia
- Édition & presse
- Conseil en image
- Publicité & Communication
- Relations publiques
- Consulting média
- Stratégie digitale & Médias sociaux
- Événementiel
- Partenariats & Sponsoring



Amen!

Hamaniè

Libula

BRICS & CO

Nox

ALMASI

Sakaf

le gbéré écolo!

African Medical Review

Suivez-nous sur :



Visitez : www.mianmedia.com

Mian Media

Hamaniè

N° 085 - 06/02/2026